

## TOR

### Informations sur le poste

**Titre du poste :** Expert juridique électoral (national)

**Lieu d'affectation :** N'djamena, Tchad

**Date de début :** Orientativement le 1er septembre 2023

**Rattaché(e) au :** Coordinateur de projet, directeur exécutif de l'ECES et chef du programme et des opérations de l'ECES

**Durée :** 36 mois sur 48 avec un calendrier à convenir avec la délégation de l'UE **Date limite de soumission :** 12 juillet 2023

### Contexte organisationnel

ECES est une fondation indépendante, non partisane et sans but lucratif, dont le siège se trouve à Bruxelles et qui a une vocation mondiale. ECES a été créée fin 2010 à l'initiative de Fabio Bargiacchi, qui en est aujourd'hui le directeur exécutif. L'ECES a déjà mis en œuvre des activités dans plus de 50 pays, principalement, mais pas seulement, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, et principalement grâce au financement de l'UE et des États membres de l'UE.

L'ECES promeut le renforcement électoral et démocratique en fournissant des services de conseil et un soutien opérationnel par le biais de méthodologies innovantes de gestion de projets et de gestion financière. Dans nos activités, nous mettons l'accent sur le développement des capacités et du leadership en utilisant les échanges entre pairs et les expériences comparatives pour promouvoir le dialogue et la prévention et l'atténuation des conflits électoraux.

L'ECES a élaboré et protégé sa stratégie intitulée "A European Response to Electoral Cycle Support - EURECS", qui est mise en œuvre par le biais d'autres méthodologies et outils spécifiques, ce qui représente un total de 20 droits d'auteur. EURECS est un mécanisme innovant de mise en œuvre d'activités d'assistance électoral et démocratique qui sont principalement conformes aux valeurs européennes et aux politiques de l'UE visant à faciliter la coopération en matière électoral entre l'UE, les États membres de l'UE et leurs pays partenaires.

ECES a obtenu les certifications TRACE et ISO 9001 pour sa transparence financière et son système de gestion de la qualité. Nous mettons en œuvre nos activités par l'intermédiaire d'un personnel véritablement international, multiculturel et multilingue. Avec des personnes d'au moins 60 nationalités différentes, capables de travailler dans au moins 30 langues, nous sommes aussi diversifiés que les acteurs électoraux avec lesquels nous coopérons dans le monde entier.

Cette vision autochtone et notre esprit d'innovation nous permettent de mieux mettre en œuvre l'assistance électoral et nous aident à nouer des relations solides, notamment parce que nous pouvons communiquer et travailler dans de nombreuses langues et donc comprendre de nombreuses cultures.

ECES, avec le Collège d'Europe en tant que chef de file et d'autres partenaires, met en œuvre au nom de l'UE le projet ERMES, appelé European Resource for Mediation Support, qui est un outil stratégique pour le rôle de l'UE dans la médiation et le dialogue. L'ECES fournit l'expertise clé et le bureau du projet est situé au sein de notre siège.

Dans ce contexte, l'ECES est également fière d'être membre du européen pour la consolidation de la paix Bureau de liaison la plus grande et la plus importante plateforme européenne de la société civile, qui regroupe 50 organisations indépendantes et groupes de réflexion de 17 pays européens engagés dans la construction de la paix et la prévention des conflits.

## **Contexte du projet**

Le Projet d'Appui au Parlement et aux Processus Electoraux (PAPPE) vise à promouvoir la gouvernance démocratique au Tchad et à soutenir ceux qui travaillent à étendre le champ des libertés et à s'assurer qu'elles sont appliquées dans la pratique.

Plus spécifiquement, l'action vise à :

1. Améliorer la gouvernance inclusive et la transparence des processus électoraux de manière structurée avec une attention particulière aux aspects de genre.
2. Renforcer le parlement tchadien post-transition pour rendre la gouvernance du pays plus transparente, inclusive et efficace, et permettre à l'organe législatif d'exercer un contrôle effectif sur l'exécutif.

Pour ce faire, l'action contribuera à développer les capacités institutionnelles et professionnelles des acteurs clés du développement démocratique, dont certains sont déjà en place et d'autres seront connus ou mieux définis une fois le processus de révision constitutionnelle en cours achevé. Il s'agit du futur Parlement du Tchad, du futur organe de gestion des élections (OGE), du Bureau permanent des élections (BPE), de l'actuelle Cour suprême et/ou du futur Conseil constitutionnel, de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel (HAMA). L'action appuiera également la société civile (associations impliquées dans la gouvernance, associations représentant les femmes et les groupes de personnes en situation de vulnérabilité) et les médias (publics, religieux, associatifs, communautaires et commerciaux) dans leur rôle d'information et de sensibilisation à la démocratie, aux droits et devoirs de la citoyenneté, aux droits de l'homme y compris l'aspect genre, et à la participation citoyenne.

L'action soutiendra également les autorités traditionnelles dans le renforcement de leur rôle dans la prévention des conflits et la médiation, ainsi que dans la sensibilisation aux droits des femmes et des jeunes filles. Conformément aux priorités nationales et dans le cadre de son partenariat avec le Tchad, l'UE a réservé 56 millions d'euros dans le programme d'action annuel (PAA) 2021 pour soutenir la transition politique. L'action proposée fait suite et complète le Projet d'appui à la transition démocratique au Tchad de l'UE, qui soutient le processus de réforme constitutionnelle et de réforme juridique et institutionnelle, ainsi que le Projet d'appui au référendum constitutionnel et aux élections présidentielles.

Le Projet d'Appui au Parlement et aux Processus Electoraux (PAPPE) vise le moyen et le long terme et ne s'inscrit pas dans un processus électoral spécifique.

La transition politique en cours au Tchad depuis avril 2021 est régie par une Charte de la transition révisée en octobre 2022 qui stipule que, sauf abrogation expresse, les lois et règlements en vigueur qui ne sont pas contraires à la Charte restent pleinement applicables. Celle-ci s'applique implicitement à la Constitution du Tchad, adoptée en 2018 et révisée en 2020, dans l'attente de la révision constitutionnelle en cours de préparation. Il en résulte un cadre législatif très évolutif dont les contours ne sont pas encore figés, couplé à des conditions politiques et sociales volatiles. Ce contexte nécessite une grande flexibilité et réactivité dans la conception et la mise en œuvre de l'action, une coordination étroite avec la Délégation de l'UE au Tchad, des évaluations périodiques et d'éventuels ajustements.

Cette action tient compte des recommandations de la Mission d'Observation Electorale de l'UE (MOE UE) de 2011 et des avis des experts électoraux mandatés par l'UE pour les élections de 2016, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités des organisations permanentes en charge du processus électoral. L'action s'appuie également sur les rapports et recommandations des projets successifs d'assistance électorale de l'UE déployés au Tchad depuis 2019.

## **Fonctions / Principaux résultats attendus**

Dans le cadre du projet PAPPE, l'expert juridique électoral travaillera sous la direction quotidienne du directeur de projet, du chef de programme et des opérations du siège de l'ECES et du directeur exécutif. Il/elle aura les responsabilités spécifiques suivantes et fournira les résultats suivants :

- Fournir une analyse juridique du système électoral tchadien et de ses changements possibles ;
- Guider et conseiller sur l'application correcte des instruments et suggérer des lignes d'action pour résoudre les problèmes juridiques qui peuvent apparaître ;
- Effectuer toute autre tâche pertinente, à la demande du directeur de projet ou du siège de l'ECES ;
- Fournir des conseils juridiques sur le cadre juridique électoral du Tchad ;
- Aider à l'élaboration du cadre réglementaire, au développement et à la rédaction des documents juridiques et de la correspondance officielle ;
- Conseiller sur l'interprétation et l'application de la Constitution et des lois électorales ;
- Effectuer des recherches juridiques, y compris des analyses comparatives internationales ;
- Élaborer, sur demande, des documents d'information technique et des présentations sur des questions juridiques essentielles ;
- Fournir une analyse juridique des questions clés ;
- Rédiger et produire des rapports d'avancement réguliers et des rapports sur les événements.

#### **VALEURS**

- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'ECES ;
- Fait preuve de sensibilité et d'adaptabilité en matière de culture, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Faire preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques de l'ECES.

#### **Qualifications en matière de recrutement**

Éducation :	Diplôme supérieur en sciences politiques ou sociales, en relations internationales, en droit ou dans un domaine connexe.
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins 4 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des élections/du cadre juridique des élections ;</li> <li>• Une expérience professionnelle préalable au sein d'organisations internationales ou à but non lucratif et une expérience de travail avec des projets financés par l'UE constituent un atout supplémentaire ;</li> <li>• Intérêt particulier pour la bonne gouvernance et les domaines liés aux élections ;</li> <li>• La connaissance de l'approche du cycle électoral, de l'observation des élections et de l'assistance électoral est indispensable.</li> <li>• Bonnes compétences en matière de négociation et de gestion de projet ;</li> <li>• Capacité à hiérarchiser le travail, à effectuer plusieurs tâches à la fois et à respecter les délais ;</li> <li>• Un bon jugement analytique ;</li> <li>• Capacité à travailler de manière efficace et orientée vers les résultats dans un environnement multitâche ;</li> <li>• Solides compétences en matière de planification, de communication et de rédaction ;</li> <li>• Solides compétences interpersonnelles et flexibilité, responsabilité, intégrité, travail en équipe, motivation personnelle, disposition à travailler en dehors des heures normales de travail ;</li> <li>• Excellentes connaissances informatiques ;</li> <li>• Capacité à travailler efficacement sous pression, dans des conditions difficiles et pendant de longues heures ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Capacité à traiter avec diplomatie et de manière responsable et flexible des questions politiques sensibles.</li></ul>
Exigences linguistiques :	Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'arabe est considérée comme un atout mais n'est pas une condition préalable.